

LE NONJE 11/05/22

Dans l'académie de Nancy-Metz, sept « visioprofesseurs » pour pallier le manque d'enseignants remplaçants

Ces professeurs du second degré, volontaires, vont pouvoir remplacer, à distance par le biais de visioconférences, des collègues absents dans des établissements où les contractuels font défaut.

Par [Mattea Battaglia](#)

Publié aujourd'hui à 10h45

Temps de Lecture 1 min.

L'enseignement à distance est apparu comme un recours en temps de Covid-19. Peut-il être un remède quand des professeurs viennent à manquer ? L'académie de Nancy-Metz entend répondre à cette question en mettant en place, à titre expérimental, une « *brigade numérique de remplacement* » : sept enseignants du second degré, tous volontaires, tous affectés dans un collège ou un lycée « *au plus proche de chez eux* », vont pouvoir remplacer, à distance par le biais de visioconférences, des collègues absents dans des établissements où les contractuels font défaut, explique-t-on dans l'entourage du recteur Jean-Marc Huart.

Equipés de matériel informatique fourni par leur employeur, ces « visioprofesseurs » pourront intervenir dans plusieurs classes, selon les besoins, en étant aidés par des assistants d'éducation eux aussi recrutés pour l'occasion et chargés, sur place, de surveiller les élèves.

Ce ballon d'essai, prévu sur deux ans, concerne les absences de courtes durées et les disciplines qui rencontrent le plus de difficultés à recruter (l'allemand, les mathématiques, etc.). Idem des territoires concernés – « *des zones très rurales, très isolées où il devient compliqué de faire se déplacer des candidats*, explique-t-on au rectorat. *Notre priorité est d'assurer la continuité du service public de l'éducation* ».

Réserves des syndicats

Deux ans de crise sanitaire ont élevé le sujet au rang de priorité : dans son « *nouveau pacte* » proposé aux enseignants, pour ce second quinquennat, Emmanuel Macron a introduit l'idée d'un remplacement « *systématique* » des professeurs absents. Il y a quelques mois, en pleine vague Omicron, son ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, avait fait appel aux étudiants et aux retraités, sans qu'on ne dispose, à ce stade, d'un bilan des remplacements effectués par ce biais.

Sur les sept postes à profil proposés à Nancy-Metz, quatre ont vu arriver des candidatures. L'expérimentation a vocation à démarrer « *au plus vite* », dit-on au rectorat. Les syndicats, eux, ne cachent pas leurs réserves. En comité technique académique, deux d'entre eux (FSU et FO) se sont prononcés contre le projet ; deux autres (SGEN et UNSA) se sont abstenus. « *Enseigner, ce n'est pas qu'un savoir que le professeur transmet, c'est aussi un lien qu'il crée au contact des élèves* », note Patrik Wallbom, du SE-UNSA-Nancy. Même écho du SNALC. « *Le télé-enseignement, en période de crise, c'était une chose... Mais y songer en temps normal, c'est anormal !* », juge son porte-parole Jean-Rémi Girard.

Rue de Grenelle, on communique peu sur cette expérimentation, sinon pour assurer paradoxalement qu'elle n'a pas vocation à être généralisée.